

COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIOCULTUREL

Convention collective de travail du 19 novembre 2004 concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française

Article 1^{er}

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur socioculturel et dont l'institution relève d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'Arrêté Royal du 5 septembre 1921, de l'Arrêté Royal du 4 avril 1925, de l'Arrêté Royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'Arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Article 2 :

Par travailleur, on entend aussi bien le personnel ouvrier qu'employé, masculin que féminin.

Article 3 :

Les travailleurs occupés dans les institutions reprises à l'article 1^{er}, affiliés à l'une des organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission paritaire 329, bénéficient d'une prime syndicale annuelle, versée par l'ASBL « Fonds

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

09-12-2004

29-03-2005

74.346 / 6 / 329

Intersyndical des secteurs de la Communauté française » et ce, à partir de l'année 2004 (année de référence 2003).

Article 4

Le Fonds intersyndical, visé à l'article 3 enverra aux employeurs repris à l'article 1^{er}, au moins deux mois avant la fin de l'année de référence, des formulaires de demande de prime syndicale. Ces formulaires reprendront les données figurant dans le formulaire en annexe.

Article 5

Les employeurs sont tenus de remettre à tous leurs travailleurs, avec la fiche de paie du mois de janvier de chaque année, le formulaire de demande de paiement de la prime visé à l'article 4. Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois de janvier, les employeurs auront remis le formulaire aux travailleurs au moment de leur départ de l'institution ou leur feront parvenir par courrier au plus tard au cours du mois de janvier.

Article 6

Les employeurs ne sont pas tenus de faire parvenir le formulaire visé à l'article 4 aux travailleurs qui ont été liés par un contrat de travail avec l'institution pour une période inférieure à 3 mois au cours de l'année de référence.

Article 7

En dérogation aux articles 4 et 5, le formulaire visé à l'article 4 relatif à l'année de référence 2003 sera remis aux travailleurs avec la fiche de paie du mois de janvier 2005 au même moment que le formulaire relatif à l'année de référence 2004. Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois de janvier 2004, les employeurs leur feront parvenir le formulaire par courrier au cours de ce mois.

Article 8

Le Fonds adresse à l'employeur qui n'a pas diffusé le formulaire visé à l'article 4, quelle qu'en soit la raison, un rappel, sous la forme d'un courrier recommandé, avec copie à l'organisation représentative des employeurs concernés siégeant à la commission paritaire et au président de cette commission.

Si 30 jours après la communication de ce rappel à l'organisation représentative des employeurs et au président, l'employeur n'a pas diffusé le formulaire, le bureau de conciliation de la Commission paritaire est convoqué.

Le formulaire devra être transmis dans les deux semaines qui suivent la réception par l'employeur de la recommandation du bureau de conciliation. À défaut, l'employeur versera au Fonds intersyndical le montant correspondant au nombre de travailleurs syndiqués de l'institution, tel qu'attesté par le président de la Commission paritaire. Toutefois, l'employeur en défaut qui fournirait le formulaire dans des délais permettant sa prise en compte auprès de la Communauté française, qui finance le Fonds, pourra obtenir le remboursement des sommes visées au paragraphe précédent auprès du Fonds intersyndical.

Article 9

La présente convention collective entre en vigueur le 19 novembre 2004. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois notifié par courrier recommandé au Président de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel, qui en informe les autres parties.

2

**FONDS INTERSYNDICAL DES SECTEURS
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
SECTEUR SOCIOCULTUREL**

**DEMANDE DE PRIME SYNDICALE
EXERCICE 200... - PAYABLE EN 200 ...**

Ce formulaire est délivré dans le cadre du paiement de la prime syndicale au personnel des secteurs NON MARCHAND dépendant de la Communauté française.

Les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire complété à leur organisation syndicale.

A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR

Cachet de l'employeur.

NOM DE L'ASSOCIATION :

ADRESSE :

N° ONSS : O.P.

IDENTIFICATION DU TRAVAILLEUR

NOM Prénom

ADRESSE :

PERIODE D'OCCUPATION :

FRACTION D'OCCUPATION : / 38

A COMPLETER PAR LE TRAVAILLEUR

ORGANISATION SYNDICALE :

N° D'AFFILIATION :

DATE D'AFFILIATION :

N° DE COMPTE POUR REMBOURSEMENT : / /

COTISATION SYNDICALE : • Temps plein • Temps partiel

Je certifie la présente sincère et complète.

Date : Signature :

76

PARITAIR COMITE VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2004 betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector dat afhangt van de Franse Gemeenschap

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de socio-culturele sector en waarvan de instelling valt onder een van de volgende erkennings- en/of subsidiëringsregelingen:

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. « Atelier de création sonore et radiophonique » als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor zover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- Culturele centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 april 1995;
- Jeugdhuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;
- Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 5 september 1921, het Koninklijk Besluit van 4 april 1925, het Koninklijk Besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;
- Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;
- De Mediatheek, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 7 april 1971;
- Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
- Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

Artikel 2

Onder werknemer wordt verstaan, zowel het mannelijk als vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

Artikel 3

De werknemers die tewerkgesteld zijn in de instellingen vermeld in artikel 1, aangesloten bij één van de representatieve werknemersorganisaties die zetelen in Paritair Comité 329, genieten een jaarlijkse vakbondspremie, gestort door de VZW

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTRH.

09-12-2004

29-03-2005

74.346 | 10 | 329

NR.

B

"Fonds Intersyndical des secteurs de la Communauté française" en dit vanaf het jaar 2004 (refertejaar 2003).

Artikel 4

Het "Fonds intersyndical", bedoeld in artikel 3, zal de werkgevers, vermeld in artikel 1, ten minste twee maanden vóór het einde van het refertejaar de aanvraagformulieren voor de vakbondspremie opsturen. Op deze formulieren zullen de gegevens vermeld zijn die voorkomen op het formulier als bijlage.

Artikel 5

De werkgevers zijn verplicht het aanvraagformulier tot betaling van de vakbondspremie, bedoeld in artikel 4, te bezorgen aan alle werknemers, jaarlijks samen met de loonfiche van de maand januari. Indien de werknemers geen deel meer uitmaken van het personeel in de maand januari, zullen de werkgevers het formulier aan de werknemers bezorgd hebben op het ogenblik van hun vertrek uit de instelling of zullen ze het per post opsturen uiterlijk tijdens de maand januari.

Artikel 6

De werkgevers zijn niet verplicht om het formulier, bedoeld in artikel 4, te bezorgen aan de werknemers die in de instelling tewerkgesteld waren met een arbeidscontract voor een periode van minder dan 3 maanden tijdens het refertejaar.

Artikel 7

In afwijking van de artikelen 4 en 5, zal het formulier, bedoeld in artikel 4, voor het refertejaar 2003 bezorgd worden aan de werknemers samen met de loonfiche van de maand januari, gelijk met het formulier voor het refertejaar 2004. Indien de werknemers geen deel meer uitmaken van het personeel in de maand januari 2004 zullen de werkgevers het formulier via de post bezorgen tijdens deze maand.

Artikel 8

Het Fonds stuurt de werkgever die het formulier, bedoeld in artikel 4, om gelijk welke reden niet bezorgd heeft een herinnering via een aangetekende brief, met een kopie aan de betrokken representatieve werkgeversorganisatie die zetelt in het paritair comité en aan de voorzitter van dit comité.

Indien 30 dagen na mededeling van deze herinnering aan de representatieve werkgeversorganisatie en aan de voorzitter de werkgever het formulier niet verspreid heeft, wordt het verzoeningsbureau van het Paritair Comité samengeroepen.

Het formulier zal moeten bezorgd worden binnen de twee weken die volgen op de ontvangst door de werkgever van de aanbeveling van het verzoeningsbureau. Indien dit niet zo is, zal de werkgever aan het "Fonds intersyndical" het bedrag storten dat overeenkomt met het aantal werknemers dat is aangesloten bij de vakbond in de instelling, zoals bevestigd wordt door de voorzitter van het Paritair Comité.

De werkgever die in gebreke blijft die het formulier binnen te termijn bezorgt, waardoor hij in aanmerking wordt genomen door de Franse Gemeenschap, die het Fonds financiert, zal de terugbetaling van de sommen, bedoeld in de vorige paragraaf, kunnen ontvangen bij het "Fonds intersyndical".

Article 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 19 november 2004. Zij wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Ze kan worden opgezegd, mits een opzeggingstermijn van zes maanden wordt nageleefd, via een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector, die er de andere partijen van op de hoogte brengt.

